

---

**Communiqué de presse**

Genève, le 7 décembre 2021

## **Genève, le cancre de la Covid ?**

*Vendredi 3 décembre en fin de journée, les enseignant-es de l'école primaire apprennent, pour une grande partie par voie de presse, la décision du canton de Genève d'imposer le port du masque à l'ensemble des élèves du cycle moyen (5P à la 8P) pour endiguer la cinquième vague, considérant visiblement le refus du conseil fédéral de mettre en place les tests de masse dans les établissements scolaires comme une bonne nouvelle.*

D'abord sous le choc, l'incompréhension et la colère croissent rapidement au sein du corps enseignant. Cette mesure n'avait en effet jamais été évoquée auparavant avec les partenaires sociaux et tombe comme un couperet après des semaines d'un silence sybillin. Face à l'explosion des cas dans les écoles, il y a quelques semaines, certain-es enseignant-es, démuni-es, sans instruction du service du médecin cantonal, ont décidé de remettre des masques en classe et dans les écoles pour tenter de se prémunir et de protéger leurs élèves. Depuis le début de la pandémie, Genève se cantonne dans le rôle du mauvais élève, tant au niveau des chiffres qu'au niveau de l'adaptation des mesures dans les écoles et ce, pour obtenir, le plus souvent des résultats médiocres sur le plan national. En fin d'année scolaire, l'opérationnalisation difficile des mesures sanitaires dans le contexte scolaire a d'ailleurs conduit à une démission de l'application des plans itératifs et abstrus dans de nombreux établissements. Alors que d'autres cantons, comme Fribourg, ont opté pour les tests, Genève fait, comme souvent, cavalier seul en imposant une mesure inédite et potentiellement dévastatrice avant d'avoir investi son temps, son énergie et son argent à tenter de l'éviter.

La SPG a pourtant posé de nombreuses alertes quant à l'impact des mesures sanitaires dans les écoles sur les élèves et sur les équipes. Fin 2020, elle avait indiqué craindre les conséquences d'une distanciation imposée démesurément par rapport à d'autres milieux professionnels, de la suppression de l'informel, sur la collaboration et la collégialité entre collègues. Début 2021, la publication des résultats de son sondage a permis de relever l'impact important du port du masque sur la santé des enseignant-es

et l'apprentissage des élèves. Loin d'être une mesure anodine, elle est au contraire perçue par les enseignant-es comme un frein à la régulation émotionnelle, en particulier avec les élèves à besoins spécifiques et les petits.

Si la rentrée 21 a pu donner l'illusion d'un retour à la normale permettant enfin aux enseignant-es de retirer ces masques que les genevois-es étaient encore les seul-es à devoir conserver en juin, cet automne la tension pourtant était à son comble. En parallèle de l'explosion des cas, sur le terrain est effectivement observée une explosion des tensions au sein des équipes et de la violence de certain-es élèves. C'est donc dans un contexte complexe, ignoré et silencieusement que s'impose la décision de masquer des élèves de 8 ans, sans même que soient réellement interrogées la possibilité et les déclinaisons de sa mise en œuvre. Cette mesure sonne-t-elle le glas des cours de musique, d'éducation physique ou encore des festivités de l'Escalade ? Nos autorités pensent-elles vraiment qu'elle est applicable dans certains contextes de l'enseignement spécialisé ?

La SPG rappelle que l'école primaire en plus d'essuyer en ce moment les conséquences de ces mesures successives, souvent inapplicables, imposées dans les classes dans l'indifférence générale, assume encore les pressions induites par une rentrée sans postes en 2020. Ces années de pandémie s'inscrivent en effet dans un contexte budgétaire tendu et si elles ont contribué à creuser les écarts entre les élèves, les enseignant-es sur le terrain essaient tant bien que mal, et ce depuis des années, de minimiser l'impact de l'inconséquence d'un Grand Conseil qui adopte une loi sur l'école inclusive, mais refuse d'accorder au DIP le budget pour la déployer et qui s'apprête pour la deuxième fois à refuser les postes demandés par le Conseil d'Etat.

Il est peut-être temps d'admettre que la seule politique ayant animé les décisions sanitaires à Genève était, et reste, de maintenir les écoles ouvertes à tout prix mais à moindre frais et ce, sans se soucier de le faire bien ou de le faire pour le bien des élèves.